

Social : la non-méthode Hollande

Mots clés : Économie, Chômage, Désindustrialisation, Social

Par Roland Hureaux

Mis à jour le 29/07/2012 à 18:21 | publié le 29/07/2012 à 16:10 Réagir

J'aime 0 0

TRIBUNE - Pour l'essayiste Roland Hureaux, la méthode de concertation du gouvernement ne suffira pas à résoudre les vraies questions : désindustrialisation, chômage.

Il se dit en Corrèze que François Hollande, président du conseil général, avait l'habitude de tenir des réunions où il savait écouter longuement les points de vue des uns et des autres mais qui se terminaient sans qu'aucune décision soit prise.

Est-ce cette non-méthode, méthode de concertation si l'on veut mais non-méthode de décision, qui va s'appliquer à l'État, en particulier aux questions sociales?

C'est ce qu'on pourrait penser en écoutant **Jean-Marc Ayrault** avertir que la récente conférence sociale ne sera suivie d'aucune mesure. Deux annonces seulement: la suppression de la prime dividendes (créée par Sarkozy en 2010) peu efficace et la promesse d'un projet de loi destiné à contrôler les rémunérations abusives.

Mais pour ce qui est de la concertation, rien de trop: six négociations lancées d'ici à la fin 2013: emploi des handicapés, dispositifs d'épargne salariale, reconnaissance des parcours syndicaux, etc. À quoi s'ajoutent les dialogues prévus sur les méthodes de revalorisation du smic ou des retraites. Et comme si cela ne suffisait pas, Ayrault annonce encore l'instauration d'un commissariat du dialogue social.

N'en jetez pas! Quand un gouvernement sait où il va, il agit. Quand il ne le sait pas, il annonce une large concertation, un état des lieux, une clarification en profondeur, des évaluations, une remise à plat, etc.

Il semble que les syndicats aient été satisfaits de cet exercice. Le Medef un peu moins car il attendait la poursuite des négociations sur la flexibilité du travail et une meilleure prise en compte de la compétitivité des entreprises.

Parmi les idées les plus discutables, a été mise sur la table par le gouvernement celle d'intégrer à la Constitution le principe que les lois portant sur les rapports sociaux fassent toujours l'objet d'une négociation préalable entre le patronat et les syndicats. Sur la forme, on n'ajoute qu'un peu plus de solennité à la loi du 31 janvier 2007 voulue par Chirac à la fin de son mandat, créant une commission nationale de l'emploi et une commission nationale du dialogue social. Sur le fond, cela reste une mauvaise idée: la vie économique et sociale ne se résume pas à un face-à-face entre employeurs et salariés au travers de leurs représentants: il peut arriver que les partenaires sociaux se mettent d'accord contre d'autres catégories ou même contre l'intérêt général.

C'est arrivé récemment pour le rééquilibrage des caisses de retraites complémentaires où les négociations paritaires ont abouti à la décision absurde du 18 mars 2011 de réduire les bonifications accordées aux parents qui avaient élevé des enfants; décision absurde car ce ne sont ni les employeurs ni les salariés d'aujourd'hui qui paieront les retraites de demain, ce sont ces enfants!

La bataille d'Alep, moment de vérité pour la Syrie



L'éditorial de Pierre Rousselin.

Figaro en PDF



FIGARO DIGITAL
L'intégrale du Figaro.fr 12€/mois >

Abonnement



50% DE RÉDUCTION

Vite j'en profite



Figaro Digital



L'intégrale du Figaro en numérique

À partir de 12€/mois

L'Avis du Vin



Retrouvez



Privileges

Les articles du New York Times



Libye : l'opportune vocation politique des djihadistes

En se présentant aux législatives du 7 juillet, les tenants de la guerre sainte tentent de réussir par les urnes ce qu'ils n'ont pu obtenir par les armes: l'application de la charia. UN ARTICLE DU NEW YORK TIMES...

| Par New York Times

Et aussi :

- » Les Iraniens sapent petit à petit le régime des mollahs
- » Les climatiseurs étouffent la planète
- » Kim Jong-un joue avec les nerfs de la Chine

Tout afficher

Les résultats des législatives décryptés



Les législatives amplifient le choix présidentiel

ÉTUDE POLITIQUE - Pascal Perrineau, directeur de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) note que les dissidences électorales de la droite et du centre ont dynamisé le PS, qui gagne la majorité absolue en sièges, rééditant l'exploit de 1981...

De même les chômeurs, certains de leurs représentants auto-proclamés s'en sont plaints, ne sont pas à la table de négociation. Il est d'autant plus étonnant que les partenaires sociaux soient satisfaits de la méthode annoncée que de toutes parts éclatent les mauvaises nouvelles de plans sociaux et de fermetures d'usines, celui de Peugeot n'étant que le plus spectaculaire.

Car le vrai problème social d'aujourd'hui, il est là: désindustrialisation, délocalisations, chômage. En écartant aussi bien la remise en cause de l'euro que la TVA sociale, les seules mesures qui pourraient rétablir, au niveau macroéconomique, une certaine compétitivité des industries françaises, en alourdissant les impôts des entreprises qui ont encore des usines en France, le nouveau gouvernement leste comme à dessein une barque qui n'a que trop tendance à s'enfoncer.

Le temps viendra vite où les Français concernés, pas seulement les délégués patronaux et syndicaux, ne se contenteront plus sur ces graves sujets de parlottes sans conclusion.

* Auteur de «La Grande Démolition. La France cassée par les réformes» - Buchet-Chastel, 2012.

Par Roland Hureauux



Billets d'avion LOW COST

Toutes les compagnies LOW COST en une seule recherche : trouvez le meilleur prix pour vos vols!

» Cliquez ici



Achetez pour Louer !

Sans apport, Construisez votre Patrimoine Tout en Bénéficiant de la Loi Scellier 2012.

» Cliquez ici



Livret d'Epargne à 3,30%

Taux garanti jusqu'à 75 000€, Chez monabanq. on préfère vous laisser sans voix !

» Cliquez ici

Publicité

Réagir à cet article

Vous êtes membre Mon figaro Business

Franck Boizard

Anonyme

Commentaire : *

Les commentaires sont limités à un maximum de 1500 caractères.

VALIDER

À la une

» EDITION MON FIGARO

Réservée aux abonnés

Ambroise Paré, chirurgien des rois

Réagir

Et aussi :

- » La tutelle socialiste profite aux écologistes
- » Les limites du retour du FN à l'Assemblée
- » Une nouvelle Assemblée nationale pour quoi faire ?

Tout afficher

LE FIGARO privilèges
 SAISON 5
 AUTOMNE-HIVER 2011
 Cliquez ici

Les dossiers Mon Figaro

Les grandes heures de l'Assemblée

Grandes lois et petits incidents...



Les premiers pas des présidents

Dès le début de son mandat, le président imprime sa marque personnelle.



Éducation et présidentielle

Depuis 1958, l'éducation a régulièrement été au coeur des campagnes.



Présidentielle

Les campagnes de la Ve République à travers l'histoire.



Prisons françaises

Histoire et décryptage d'un univers opaque.



Découvrez **Mon Figaro Select**

Carnet du jour

ANNONCER UN EVENEMENT
 Toutes les annonces

Galerie Photo

Anniversaire de la chute du mur de Berlin
 Par Yan Morvan
 Découvrez la collection

Figaro Cadeaux



Notre sélection

Mobile

LEFIGARO.FR
 Toute l'actu avec l'appli Le Figaro.fr Sur OVI Store
 Cliquez ici

LES PLANTEURS D'ARBRES
 J'aime = 1 arbre planté
 avec YVES ROCHER FONDATION

Les Décideurs

Consultez les **biographies** et les dernières infos Figaro des **3 000** premiers managers en France.

Rechercher :

Personnalité Société

RECHERCHER

Ils font partie des Décideurs Figaro



Michel CLAIR
Président du conseil de surveillance Klépierre



Alain STRUB
Membre du comité de direction générale Crédit Agricole



Frédéric GRARD
Directeur général adjoint Altran

Découvrez **Mon Figaro Digital**